



## CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

### SÉCURITÉ

# Des mesures Vigipirate encore renforcées

**PAYS DE CHÂLONS** Depuis l'attentat au lycée Gambetta d'Arras, le plan Vigipirate a été rehaussé au niveau urgence attentat. Les mesures ont été renforcées dans les bâtiments publics de la Ville et de Châlons Agglo.

KEVIN PETIT

C'est un jeudi après-midi ordinaire. Il est 13 heures passées de quelques minutes quand les locaux de la Caisse primaire d'assurance maladie ouvrent ses portes dans l'allée Saint-Jean. Il n'y a pas foule à l'intérieur de la CPAM, deux couples seulement échangent avec des conseillers. Toutefois, il ne sera pas possible de rentrer. « *Il faut attendre qu'on vous appelle pour rentrer Monsieur* », annonce une conseillère. Un petit panneau est installé à l'entrée indiquant que le plan Vigipirate est passé au niveau urgence attentat. Des mesures ont donc été prises pour réguler le flux de visiteurs. Le hic, c'est que tout le monde s'entasse dans le petit sas entre les deux portes automatiques et la file peut s'étendre à l'extérieur des locaux. « *Il pourrait faire rentrer des gens pour que ça avance un peu plus* », s'agace une Châlonnaise qui attend son tour.

.....  
“*Nous n'avons pas attendu l'urgence attentat pour consolider nos dispositifs de sécurité*”

**Le directeur de la sécurité publique**

Ce genre de scène peut se répéter depuis l'attentat au lycée d'Arras et l'assassinat de Dominique Bernard. Le plan Vigipirate a été renforcé par le gouvernement le 13 octobre dernier. « *Les mesures supplémentaires de protection correspondent à un élargissement et un renforcement des dispositifs actuels* », indique la préfecture de la Marne sur son site internet. La sécurité a donc été renforcée dans les établissements et institutions accueillant du public. C'est ce qu'ont fait la Ville et Châlons Agglo. « *Nous avons renforcé et élargi les horaires de contrôle des gens rentrant dans l'hôtel de ville de 8 h 30 à 18 heures*, avance le directeur de la sécurité publique. *Nous avons déjà un portique de sécurité et un agent contrôle les gens de façon visuelle et en ouvrant les sacs.* » Des caméras de vidéosurveillance avaient été installées dans le hall de l'hôtel de ville et dans les services. Au siège de la Châlons Agglo,



La sécurité a été renforcée à l'entrée de l'hôtel de ville de Châlons avec des contrôles élargis.

les mesures de sécurité ont également été revues avec un agent d'accueil qui ouvre la porte aux visiteurs. « Il y a du passage mais pas comme à l'hôtel de ville. Ce n'est pas les mêmes services », précise le directeur de la sécurité publique. Les agents de la police municipale de Châlons sont également concernés par ce renforcement des mesures. « On a rajouté des patrouilles aléatoires sur les bâtiments à risque de Châlons ainsi que ceux des huit autres communes de la circonscription police pour lesquels les agents sont mis à disposition. Le passage devant les écoles se fait en fonction de ce que détectent les

agents et les maires concernés. » Musées, Duduothèque, bibliothèques ou bien encore écoles, les policiers municipaux se montrent davantage présents qu'à l'accoutumée. Dans ce contexte, la Ville et l'Agglo n'ont pas pris de nouvelles dispositions. Elles ont actualisé des mesures et moyens déjà mis en place depuis quelques années maintenant. « Nous n'avons pas attendu l'urgence attentat pour consolider nos dispositifs de sécurité, affirme le directeur de la sécurité publique. Il y a eu une prise de conscience politique sur ce sujet qui facilite notre travail. Beaucoup de moyens ont été mis face à nos be-

soins pour répondre à nos objectifs. Les agents sont bien équipés, nous avons mis en conformité les structures et nos agents sont très bien formés. »

**DES DISPOSITIFS MIS EN PLACE DEPUIS L'ASSASSINAT DE SAMUEL PATY**

Une centaine de caméras de vidéosurveillance, des formations (lire par ailleurs), des partenariats avec le peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (Psig) ainsi qu'avec le 8<sup>e</sup> régiment du matériel (RMAT) de Mourmelon-le-Grand pour des entraînements communs, un suivi psychologique, etc. Bref, depuis de nom-

breuses années, la Ville n'a pas ménagé ses efforts, notamment financiers, pour muscler ses dispositifs en matière de sécurité. L'exemple des écoles est l'un des plus significatifs. « Après l'assassinat de Samuel Paty, nous avons équipé en 2021 les écoles de la Ville et celles gérées par la Communauté d'agglomération, de balises My Keeper, détaille le directeur de la sécurité publique. Chaque balise est associée à un bâtiment, une salle, un professeur. Quand l'enseignant fait face à un problème majeur, instantanément l'alerte est déclenchée à distance. Tous les professeurs du secteur ainsi que les agents de la police municipale ont l'information. Les enseignants peuvent donc se mettre en sécurité et protéger aussi leurs élèves. C'est un système performant. Après on adapte notre schéma de sécurité en fonction de l'environnement. On a aussi installé des boutons d'alerte ou encore des visio-phones dans les écoles. On a mis en place des choses simples qui sont utiles au quotidien. » La sécurité n'est donc pas négligée par la Ville et l'Agglo, bien au contraire. ■

**Une volonté d'offrir la meilleure formation aux agents**

Depuis plusieurs années maintenant, la Ville a mis l'accent sur la sécurité en déployant les moyens nécessaires que ce soit financièrement, humainement ou en équipements. Mais la collectivité a aussi développé une politique de formation de ses agents. À l'heure actuelle, 554 d'entre eux, de la Ville et de l'Agglo, ont suivi une formation contre le terrorisme, la gestion des conflits. « C'est toujours en cours, relate le directeur de la sécurité publique. Une soixantaine d'agents du CCAS en crèche ont également été formés. Le but n'est pas

de créer un climat anxigène mais plutôt que tout le monde soit conscient des risques actuels et d'avoir les bons réflexes. » En plus de celle-ci, les agents de la police municipale s'entraînent chaque semaine sur le maniement des armes et les techniques d'intervention. « Ils sont très bien entraînés et sont plus formés que ce qui est prévu à la base. Cela leur permet d'être meilleurs sur le terrain. Il faut de la formation pour développer les compétences des agents », estime le directeur de la sécurité publique.